

CIBLE

Casse

Petite entorse à la libre concurrence : pour soutenir le secteur de l'automobile, plusieurs États de l'Union européenne ont repris la vieille recette de la prime à la casse financée par le budget, donc par les citoyens contribuables. Nul n'ignore qu'il s'agit d'un pis-aller : quand la période d'attribution de la prime sera close, les ventes d'automobiles baisseront fortement.

Il y a un autre effet pervers, dont se réjouissait récemment la presse indienne : la production locale d'automobiles bénéficie des primes européennes à la casse et les deux principaux fabricants indiens de petites voitures (Maruti Suzuki and Hyundai Motor India) exportent à tout-va.

C'est ainsi que le contribuable finance à son insu des entreprises qui concurrencent les industriels européens et qui importent du chômage. Ceci à cause de quelques dizaines d'oligarques qui ne veulent pas entendre parler de protection de l'Union européenne alors que le libre-échange est l'origine de la crise mondiale.

La mise en place d'un système européen de protection économique s'impose en priorité.

PROJET

L'Europe à refonder

Nouvel âge

**Georges
Balandier**

p. 6-7

Afrique

**Pirates et
talibans**

p. 5

Jacques Sapir censuré !

Économiste de réputation internationale, directeur d'études à l'EHESS, Jacques Sapir a été censuré par une des bureaucrates du Parti socialiste pour avoir défendu des thèses hétérodoxes.

Voici une partie de son consternant récit :

Acte I

Sollicité par courriel, puis par téléphone, de donner une interview au bulletin du PS, j'ai la faiblesse d'accepter. Il est vrai qu'agir autrement me ferait à raison une réputation de sectaire, et que l'on ne risque rien à entamer un débat. Après tout, c'est bien une règle de la démocratie que de parler à tous sans rien renier de ses propres convictions. Du moins c'était ce que je croyais...

[Interrogé sur les délocalisations, Jacques Sapir donne des réponses qui sont bien accueillies par la journaliste qui le questionne mais...]

les choses se gâtent quand il est question des solutions. À la question qui me fut posée sur la possibilité de faire passer une directive européenne harmonisant les conditions sociales et rendant ainsi impossible le *dumping* social et

salarial, j'eus le tort de répondre avec ma franchise habituelle - et je reconnais ne pas être de ceux qui font la roue pour plaire ou qui manient la litote - que je tenais une telle proposition pour une illusion, au mieux, et au pire une hypocrisie.

On ne voit pas comment ni pourquoi ces pays accepteraient de sacrifier cet avantage qu'ils ont sur nous et qui est le produit du **grand marché**, tel qu'il fut obtenu par l'Acte unique. La règle de l'unanimité rend impossible un tel projet. D'ailleurs, les dévaluations auxquelles ces pays se livrent, et qui ont été tout à fait significatives ces dernières semaines, entraînent une nouvelle baisse du coût du travail qui ne correspond à aucune baisse de la productivité, bien au contraire.

C'est alors que mon interlocutrice me coupe la parole pour me dire qu'il était impossible de passer dans son journal une telle réponse. Elle

était certes prête à conserver la première partie de mon interview, mais en aucun cas elle ne publierait la seconde, car elle était contradictoire avec la position du PS. Quand je lui fis remarquer que, n'étant pas militant ni sympathisant de ce parti, je pouvais avoir les positions qu'il me plaisait d'avoir ce qu'elle n'était pas sans ignorer au début de l'interview, elle me répondit qu'elle n'était point là pour faire de l'information mais de la communication.

On admirera le cynisme de la formule.

On y trouve cependant plus de profondeur qu'on ne pourrait le croire à première vue.

Je passe les détails de la - grosse - colère qui me saisit et qui ne m'a point quitté et je mis fin à l'entretien en disant que soit, elle passait la totalité de mes propos soit elle n'en passerait aucun. Ce qu'elle fit, en me disant que jamais ses *supérieurs* ne sauraient les accepter.

La morale de cette triste et navrante histoire est double et mérite notre attention. Car, si l'on n'y prend garde, elle se répètera.

Sur la forme, en premier lieu, il y a donc bien des choses à dire. Nous sommes ainsi passés de la société de l'information à celle de la communication. Car, il faut prendre au sérieux la réponse qui me fut faite. Il s'agit bien de communiquer et non d'informer.

[...] Ici, et pour la première fois, on demande à un interlocuteur que l'on sait certainement ne pas être membre, de près ou de loin, du PS, de bien vouloir reprendre les positions de ce parti ou de se taire. C'est inouï, et à plusieurs titres.

Cela signifie d'abord un profond mépris pour les opinions de son interlocuteur, qu'elles soient justes ou fausses. Cela signifie ensuite qu'on tient son interlocuteur pour un être vil, prêt à tout pour se voir publié. Cela signifie, enfin, un égal et non moins profond mépris pour ses propres lecteurs, que l'on considère incapable de se faire une opinion par eux-mêmes [...].

Jacques SAPIR

♦ La suite du texte de Jacques Sapir est une critique du mythe de *L'Europe sociale* et une analyse des conséquences désastreuses du libre échange que nous ne pouvons reprendre ici.

☞ L'ensemble du texte peut être consulté sur le blog de Bertrand Renouvin : <http://www.bertrand-renouvin.fr/>

royaliste 
BILAN - MARCHÉ - ÉCONOMIE - POLITIQUE - CULTURE - ÉDUCATION - ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE : p.2 : Jacques Sapir censuré ! - p.3 : Un choix désastreux - Lait - p.4 : Vélo - Sarkozy gouverne, légifère, mais qui préside ? - p.5 : Le diable dans sa boîte - p.6/7 : Les fracas du nouvel âge - p.8 : Médium - Criminologie - p.9 : Mauriac révélé - p.10 : Et Bainville devint royaliste - L'entrée de la Russie dans le monde - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Un vote d'attente.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Un choix désastreux

Plusieurs déclarations le prouvent : les oligarques font maintenant le pari de la déflation. Ce fut le choix de Pierre Laval en 1935, qui eut des conséquences désastreuses. En France, en Europe, les salariés et les économies nationales seront à nouveau les victimes de cette imbécillité.

C'est Jean-Claude Trichet qui a déclenché le dénomètre public. C'était le 26 février dernier à Dublin qu'en termes doucereux les choses furent dites : il faut « mener des politiques courageuses de modération des dépenses, s'agissant en particulier des salaires. La prudence budgétaire ne devrait pas se relâcher ». De manière plus technique, une étude de la Banque centrale européenne de novembre 2008 préconisait « un degré élevé de flexibilité à la baisse des salaires et des prix, qui faciliterait l'ajustement des marchés nationaux du travail aux chocs économiques, ainsi que l'allocation efficiente du facteur travail et des autres ressources ». Autrement dit : il faut réduire les salaires et faire baisser les prix pour concurrencer plus efficacement les pays qui ont des salaires faibles et de bas prix. C'est logique en système ultra-concurrentiel ! Personne, à Francfort et à Bruxelles, ne songe à envisager l'hypothèse salvatrice d'une protection souple de l'Union européenne...

De son côté, Dominique Strauss-Kahn mène pour le compte du FMI une opération conjointe en vue de contraindre plusieurs pays européens à la déflation. À Paris, les dévots de Dominique se sont bien gardés de souligner l'efficacité de leur patron qui a contraint trois pays à pratiquer une politique déflationniste en échange des subsides de son

organisation : les salaires des fonctionnaires ont été diminués de 15 % en Lettonie, de 8 % en Hongrie, de 7 % en Irlande.

Et voici, maintenant, que deux oligarques en vue se prononcent à leur tour pour la déflation.

Mon premier appartient à la droite dure : c'est Brice Hortefeux qu'il se nomme. Si la diminution des salaires « peut permettre de préserver l'avenir de l'entreprise, ça ne me choque pas », a-t-il déclaré, ajoutant que « en période de crise, l'effort doit être partagé ». Et d'évoquer la préservation de cinq à dix mille emplois.

Mon second appartient à la gauche molle : François Hollande s'y est identifié depuis des années. Cet oligarque de gauche est lui aussi partisan de la déflation : « Quand il y a une crise, chacun peut admettre que l'emploi est en jeu, chacun peut admettre de faire des efforts, s'ils sont partagés et s'ils ont des contreparties pour l'avenir ».

Et les deux compères d'évoquer de nécessaires contreparties, selon la bonne vieille technique du fumigène qui masque les troupiers à l'offensive.

Ce programme commun de l'oligarchie aurait dû faire scandale et le Parti socialiste aurait dû fustiger publiquement son ancien patron. Personne dans la classe dirigeante ne s'est ému, alors que ces sommités ont appris pendant

leurs études que la politique de déflation décidée par Pierre Laval en 1935 (diminution de 10 % du traitement des fonctionnaires, baisses de prix, réduction des dépenses publiques) avait eu des effets à tous égards désastreux pour l'économie française.

Va-t-on prétendre qu'on ne peut tirer d'une seule expérience une leçon générale d'échec ? On sera alors démenti par l'observation directe. Qu'il s'agisse du secteur public ou du privé, les réductions de salaires peuvent effectivement sauver des emplois dans des entreprises mais c'est là une vision à courte vue. Les salariés appauvris réduiront leurs dépenses, le niveau de la demande globale diminuera et les entreprises trouveront encore moins d'acheteurs pour leurs produits. Elles décideront donc de licencier et le chômage qu'on voulait éviter frappera encore plus durement.

MM. Trichet et Hortefeux, qui sont de droite, MM. Strauss-Kahn et Hollande, qui s'affirment de gauche, feraient bien de rouvrir leurs manuels d'histoire de l'économie pour se rafraîchir la mémoire et éviter que la crise ne s'aggrave.

Sylvie FERNOY

N. B. Keynes écrivait : « l'effet d'une attente d'une baisse des salaires de par exemple 2 % au cours des prochaines années sera à peu près équivalent à celui d'une augmentation de 2 % du montant des intérêts à payer pour la même période. ». La baisse des salaires augmente donc l'endettement des ménages.

☐ Voir l'article de Paul Krugman : « [Le symptôme de la déflation salariale](#) », 4 mai 2009, sur le site [Contre-info.info](#).

Lait

Les producteurs de lait sont en colère : ils ont massivement manifesté le 19 mai et le 25 mai pour leur survie. La cause de leur mouvement ? Encore une fois, les oligarques européens qui veulent tout soumettre à la loi du marché. Le secteur du lait est, en l'occurrence, dramatiquement exemplaire. Depuis 1984, il existait dans l'Union européenne un système de quotas de production qui assurait aux producteurs de lait des prix fixes, donc des revenus garantis et des prévisions financières solides. Puis Bruxelles a décidé que les quotas seraient progressivement relevés et disparaîtraient en 2015.

Décision ultra-libérale typique dont nous avons le premier résultat. La demande de lait s'est réduite et le prix payé aux producteurs a baissé de 30 %. Aux conditions actuellement fixées par les industriels du secteur, il n'est pas possible de vivre et d'assurer la survie financière de son exploitation.

Le consommateur y trouve-t-il un avantage ? Non. En grande surface, il continue de payer 0,86 euros son litre de lait entier – alors que le producteur reçoit 0,20 euros par litre. Ce sont les laiteries et les grandes surfaces qui empochent la différence.

Candidat aux européennes, Michel Barnier tente d'éteindre l'incendie qu'il a allumé avec ses collègues de Bruxelles. Lui, ou son successeur, devront finir par admettre qu'il n'y a pas d'agriculture française possible sans système européen de protection et de prix garantis.

Yves LANDEVENNEC

Vélo

Le paradoxe de la gesticulation ultra-sécuritaire ? Créer chez les honnêtes citoyens et dans la jeunesse non-délinquante (l'écrasante majorité) un sentiment d'insécurité. Deux exemples récents :

Le lundi 18 mai, dans le cadre de « l'affaire Coupat » (le groupe de jeunes gens soupçonnés de terrorisme), sept personnes ont été interpellées : quatre sont membres du comité de soutien à Julien Coupat ; trois autres ont été présentées comme « proches » de celui-ci. Après une garde à vue prolongée, tout le monde a été relâché sans mise en examen. Ce n'est pas la première fois que ce procédé d'intimidation est utilisé : en visant des « proches » de l'emprisonné, on adresse une mise en garde à tous ceux qui seraient tentés de se solidariser un jour ou l'autre avec des suspects.

Le mardi 19 mai, à Floirac, deux enfants ont été interpellés par six policiers à la sortie de l'école et conduits au commissariat, sans que les parents soient prévenus, pour un interrogatoire qui a duré deux heures. Motif : un vélo qui aurait été volé. Age des délinquants présumés : l'un a dix ans, l'autre a six ans. Face à l'indignation générale, des membres du gouvernement ont exprimé leur embarras.

Excès de zèle ? Sans doute. Mais le gouvernement a créé un climat répressif et s'agit plus encore que d'ordinaire pour dramatiser sa propagande électorale. Et, du haut en bas de la hiérarchie policière, le *management par le stress* pousse les fonctionnaires aux extrêmes. Ce qui n'empêche pas la délinquance ordinaire, contre laquelle le sarkozysme est inefficace.

Annette DELRANCK

Nicolas Sarkozy gouverne, légifère, mais qui préside ?

Nous sommes habitués à constater régulièrement sous différentes formes, le viol permanent de la Constitution par son principal garant, le président de la République.

Jusqu'à présent, il faisait abstraction d'un principe constitutionnel fondamental : la séparation des pouvoirs, gouvernant directement à la place du Premier ministre, François Fillon, devenu son premier commis consentant, au mépris de l'article 20 de la Constitution, et tentant de s'immiscer dans l'exercice du pouvoir judiciaire, lors de l'application de la rétention de sûreté et de la réforme visant à transformer le juge d'instruction en juge de l'instruction.

Aujourd'hui, cette pratique est étendue au domaine législatif.

Nicolas Sarkozy, face à la colère des personnels hospitaliers, voudrait lui-même légiférer sur la réforme de l'hôpital, préparant des amendements à destination du Sénat, venant ainsi contredire le projet de loi Bachelot, présenté par son propre gouvernement à l'Assemblée nationale, et ce, en plein débat parlementaire.

Jamais la V^e République n'a été aussi vidée de sa substance pour devenir l'instrument d'un homme qui n'a pas mandat à la détruire.

En soi, il y aurait beaucoup à dire sur la réforme hospitalière elle-même, mais l'on retiendra surtout que le projet devait répondre à différents enjeux, en priorité **l'accès aux soins pour tous et la lutte contre les déserts médicaux** confrontés au problème de la démographie médicale. Or, le débat s'est monopolisé sur la place des médecins dans la gouvernance hospitalière, alors que les quelques mesures en faveur des territoires et des usagers ont été

réduites à la portion congrue. À présent, après le passage du texte devant la *Commission des Affaires sociales* du Sénat, la lutte contre les déserts médicaux et l'encadrement des dépassements d'honoraires, ont disparu. Ainsi, le principe d'égalité devant l'accès aux soins est bien menacé.

De cela, le président de la République ne dit mot. Il est vrai que les principes régissant notre *res publica*, dont il est le gardien et le garant, ne font pas partie de ses préoccupations premières, quand ils ne sont pas à l'opposé de ses convictions ultra-libérales.

Pour la forme, il octroie cependant le 11 mai aux médecins, une concession dans le mode de direction de l'hôpital public, en introduisant dans la réforme, un directoire de trois vice-présidents autour du directeur gestionnaire de l'établissement hospitalier : ce directoire, précise-t-il, sera composé du président de la Commission médicale d'établissement, du doyen de la faculté de médecine et d'un représentant du secteur de la recherche.

Le 14 mai, les médecins dans la rue, Nicolas Sarkozy déclare à Nancy : « *je crois qu'on a trouvé un bon équilibre, nous n'irons pas plus loin* » et François Fillon renchérit : « *le gouvernement ne bougera pas de cette ligne d'équilibre entre le pouvoir du directeur et les professionnels de la santé publique* ».

Pour sa part, Roselyne Bachelot annonce que le texte amendé sera voté en urgence, donc sans deuxième lecture devant l'Assemblée nationale,

obéissant ainsi à la volonté du président de la République, et provoquant le mécontentement du président de ladite assemblée.

Or, le 15 mai, le Sénat décide de réduire à néant les pouvoirs des conseils de surveillance des établissements hospitaliers, sans qu'on parvienne à discerner clairement la volonté du gouvernement.

Conclusion : le Président de la République est désavoué par le gouvernement, et le Sénat. Il est désapprouvé par le président de l'Assemblée nationale et tenu pour traître par l'opposition qui demande au ministre de la Santé de tenir les promesses législatives du chef de l'État ! En outre, l'Assemblée nationale est privée de son droit pour une seconde lecture, et met en cause le rôle du Sénat qui n'a pas cependant outrepassé les siens.

Le problème vient de la manière d'agir du président de la République qui, lui, outre-passe ses fonctions constitutionnelles en toute impunité. La Constitution lui permettait déjà, en tant qu'arbitre, de demander au Parlement une nouvelle délibération sur un texte pour lequel il pouvait avoir des réserves, et depuis la réforme de 2008, il a lui-même réclamé la possibilité incongrue de venir discourir devant le Parlement, alors qu'il est constitutionnellement irresponsable.

De tout cela, il ne s'en donne même plus la peine, en intervenant directement dans la procédure parlementaire, faisant valoir ses arguments ou plutôt ses instructions, auprès des ministres et parlementaires qu'il tient dans sa main.

L'inconstitutionnalité règne en maître et personne ne réagit, il est pourtant encore temps, avant qu'il ne soit trop tard.

Denis CRIBIER

Le diable dans sa boîte

Al-Qaïda, bouté d'Afghanistan, retourne dans sa base arrière : la Corne de l'Afrique.

Avant d'être accueilli en Afghanistan par le régime des talibans, Ben Laden séjournait confortablement et impunément à Khartoum. En 1998, ce sont des recrues somaliennes d'Al-Qaïda qui avaient réussi le dynamitage simultané des ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam. Onze ans plus tard, on revient à la case départ.

Les causes profondes des conflits sur cette façade orientale de l'Afrique sont toujours là. La Somalie est incapable de reconstituer un État central détruit par la guerre civile de 1991 et jamais rebâti depuis. Le Soudan a mis fin à une guerre de trente ans entre le Nord et le Sud mais ce n'est peut-être qu'une pause en attendant que les deux morceaux réussissent ou échouent dans leur séparation programmée pour 2011. En soi, ces problèmes peuvent demeurer circonscrits aux acteurs locaux et ne pas menacer la paix et la sécurité internationales.

Tout aurait pu continuer ainsi encore longtemps si un facteur extérieur n'était pas venu changer la donne et provoquer des réactions en chaîne. L'action américaine en Irak puis aujourd'hui la nouvelle stratégie *Afpak* (Afghanistan-Pakistan) contraignent Al-Qaïda à trouver un nouveau point de chute, une nouvelle terre d'asile, de nouvelles bases. Le sud de la Somalie présente le plus d'avantages. Or la mise en place en février dernier à Mogadiscio d'une nouvelle administration d'islamistes modérés devait provoquer une stabilisation et une reconnaissance internationale selon un modèle également pratiqué en Afghanistan et en Irak.

Il était urgent pour Al-Qaïda d'intervenir pour l'empêcher et préserver ses arrières. La guerre a repris autour de Mogadiscio avec cette fois la participation de quelques internationaux, afghans, algériens et autres.

Éventuellement, le mouvement possède une alternative au Yémen, déjà largement infiltré par les réseaux d'Al-Qaïda. Ben Laden, quoique saoudien, est le fils du pays, la famille tirant ses origines de l'Hadramaout. L'autorité du pouvoir central de Sanaa ne s'exerce que dans quelques villes et sur quelques axes routiers. Un Afghanistan en puissance.

Mogadiscio-Sanaa-Khartoum définissent un nouveau triangle à risques. C'est le moment où la justice internationale (la Cour Pénale Internationale) choisit d'inculper un chef d'État en exercice : le président du Soudan, Omar Al-Bachir. Le parallèle avec Saddam Hussein est aveuglant. Peut-être connaîtra-t-il le même sort. Militaire à poigne, au pouvoir depuis vingt ans, certainement coupable d'exactions sur une partie de son peuple au Sud et au Darfour comme Saddam l'était envers les Chiites et les Kurdes, il est en même temps une sorte de rempart séculier contre des islamistes plus radicaux. Il est d'ailleurs piloté de près par l'Égypte de Moubarak qui veille sur Khartoum aussi jalousement qu'au temps du Soudan anglo-égyptien. Il en va de même de Sanaa et Mogadiscio car Le Caire connaît bien sa géopolitique.

En retour, Al-Qaïda ne manque pas de cibles en se réinstallant dans la région. Du canal de Suez à l'Océan Indien, il se trouve aux confins des principales routes maritimes de l'Asie

à l'Europe et à l'Amérique. Dans son dernier *SAS*, Gérard de Villiers anticipe « l'alliance terrifiante entre les pirates et les talibans somaliens » (1). En principe le terrorisme et la piraterie s'excluent par définition, le premier cherchant à faire le maximum de victimes, la seconde s'évertuant à n'en faire aucune afin de toucher le maximum de rançon. Mais, dans des circonstances particulières, ils peuvent se combiner : l'argent recueilli par les pirates peut être recyclé dans les réseaux terroristes; les terroristes peuvent utiliser la couverture de la piraterie pour commettre des attaques d'envergure, comme par exemple sur des tankers géants.

Si le nouveau président somalien le cheikh Sharif Ahmed venait à tomber (question de jours), si le président soudanais Omar Al-Bachir était démis ou extradé à La Haye, qui les remplacerait ? Certainement pas des humanistes libéraux ou laïques. Sans doute des généraux de rencontre, sous couvert des forces d'intervention étrangères, régionales (éthiopiennes en Somalie, égyptiennes au Soudan ?) et avec un soutien américain ou de l'Otan, sans présence physique à terre - mais avec une armada en mer comme celle qui se déploie actuellement contre les esquifs encore rudimentaires des pirates somaliens et qui pourrait recevoir demain d'autres missions plus offensives. L'Europe de la défense y tient toute sa place (opération Atalante) mais sans vision globale.

Yves LA MARCK

(1) Gérard de Villiers - « *Pirates !* », prix franco : 9 €. Également vendu  Achat immédiat

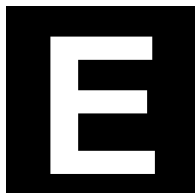
BRÈVES

◆ **IRAN** – Interrogé par le *Journal du Dimanche* au sujet des prochaines élections en Iran, Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran, a déclaré : « Il n'y a rien à en attendre. Une mafia dirige mon pays, elle met en scène des élections pour distraire la communauté internationale ». Face au régime actuel, il espère une révolte populaire contre les mollahs et récuse toute idée d'intervention militaire : « Nous voulons être libérés, pas tués ! Si l'Iran était attaqué, ça conforterait le régime ». Mais en revanche il ajoute : « il ne faut pas rompre le dialogue avec le régime iranien - je sais les impératifs de la diplomatie... », mais il faut aussi ouvrir un dialogue avec les forces démocratiques opposées à ce régime. L'Occident ne doit jamais céder sur les principes, ne doit jamais faire croire qu'il peut accorder la moindre légitimité à la mal nommée République islamique. Un État totalitaire ne se reconnaît pas ; il est une réalité transitoire, dont on doit souhaiter et hâter la fin ». Et s'adressant aux Occidentaux il adjure : « Faites de la politique ! Allez au cœur de la question : ce régime doit disparaître. Cessez de diaboliser notre peuple ou notre religion ! L'Iran, ce n'est pas ce régime. Le chiisme, ce n'est pas ce régime. L'islam, ce n'est pas ce régime. L'Iran est asservi par un régime totalitaire. Ce totalitarisme persécute notre peuple et menace l'humanité. Il doit être renversé. Un Iran démocratique ne sera plus une menace pour personne. »

◆ **ESPAGNE** – Selon un sondage publié dans le quotidien *El Mundo* une majorité des Espagnols (57,4 %) récuse toute idée d'abdication et veut que le roi Juan Carlos (âgé de 71 ans) continue de régner jusqu'à sa mort ou qu'il se trouve dans l'incapacité de remplir ses fonctions. Seuls 22 % des sondés souhaitent qu'il passe la main rapidement. Dans le même sondage, une écrasante majorité (81,1 %) estime que le prince héritier Felipe (41 ans) est tout à fait préparé pour remplacer son père le moment venu. En dépit des attaques régulières des différentes factions indépendantistes - en Catalogne principalement - la figure du roi reste très appréciée des Espagnols, notamment pour le rôle majeur qu'il a joué dans l'instauration de la démocratie après le régime franquiste et lors de la tentative de coup d'État militaire de 1981.

◆ **ITALIE** – Tête de liste de l'Union des démocrates chrétiens (UDC) aux élections européennes dans la circonscription nord-est de l'Italie, le prince Emmanuel-Philibert, en campagne à Bergame, s'en est vivement pris à Silvio Berlusconi : « Je voyage souvent à l'étranger et je dois dire que l'Italie n'est pas bien vue en raison de la façon dont Berlusconi gère son comportement politique. Les médias européens le critiquent aussi pour ses gaffes. Nous devons tout faire pour remettre un I majuscule à notre Italie. Actuellement le nom de notre pays n'est que le synonyme de Monnezza [truand du cinéma italien], pizza et mafia. »

Les fracas du nouvel âge



Effondrement d'empires, bouleversements sociaux, désorganisations symboliques : le *grand dérangement* des sociétés contemporaines annonce l'entrée dans un nouvel âge de l'humanité. Certains sont fascinés par l'aventure. Beaucoup vivent dans l'angoisse et subissent toutes sortes de détresses. Qu'en penser ? Que faire ? La réflexion de

Georges Balandier est indispensable à notre travail de discernement.

Aller à l'aventure, cela veut dire tout bonnement qu'on va de l'avant. Tel est bien l'injonction qui nous est adressée. Il faut bouger ! *Avancer sur les chantiers*, grâce aux *dossiers* fournis par les experts ! Il faut que chacun accepte l'injonction et la reprenne, afin de ne pas passer pour réactionnaire.

Mais il faut bien s'avouer un jour ou l'autre que ce discours nous fait violence. Nous apprécions aussi, parfois, les relations stables, les rythmes anciens, les paysages familiers, les bonnes vieilles certitudes. Les publicitaires le savent et exploitent ce désir de retrouver ou de conserver ce qu'on appelle *les racines*. Mais la consommation de produits plus ou moins *verts* et les vacances sur des plages *sauvages* ne calment pas notre angoisse devant les bouleversements technologiques, biologiques et sociaux qui sont à l'œuvre. Nous sommes tentés de faire une croix là-dessus : d'où l'attrait de l'écologisme et le regain d'intérêt pour les partisans de la décroissance.

L'un des mérites de Georges Balandier (1) est de nous confronter à ces *nouveaux nouveaux mondes* qui nous laissent perplexes et nous inquiètent. Il s'y aventure avec son expérience personnelle et son savoir, qui font de lui le contraire d'un expert. Expérience du jeune homme rejoignant le maquis puis de l'homme engagé en Afrique avant la décolonisation, vivant « *en harmonie avec les Noirs* » - ce qui le classait parmi les *bougnouphiles* -, vivant « *une relation indécente et mal acceptable pour un monde colonial devenu pourtant plus vulnérable* ». Dur apprentissage, sous l'œil des Renseignements généraux, adouci par la fraternité (avec Alioune Diop) et approfondi par le travail de l'anthropologue.

Encore faut-il faire les distinctions nécessaires, au sein de cette discipline. On y trouve des *chercheurs-experts* qui débitent leur thèse et fournissent les justifications demandées par le marché et y trouvant là leur confort. Attitude rentable, contre laquelle Georges Balandier s'insurge :

« notre métier, c'est d'être dans l'inconfort, ne pas dire ce qui est attendu, mais contribuer à faire voir autrement, aider à identifier ce qui est en devenir, le faire reconnaître et mettre ainsi en garde ». Je signale, sans pouvoir m'y attarder, les belles évocations de Marcel Mauss et de Claude Lévi-Strauss, la discussion des thèses de Pierre Bourdieu, les jugements portés sur les intellectuels... pour souligner ce qui nous préoccupe tous : l'avenir vers lequel nous sommes embarqués. Car il faut s'y faire : dans un précédent ouvrage (2), Georges Balandier nous avait prévenus que « *nous allions vers un **grand dérangement**, peu pensé et, en conséquence, non maîtrisé* ».

Nous y sommes. Nous y entrons, en Europe de l'Ouest, plus tard que beaucoup d'autres : pensons à l'effondrement de l'Union soviétique, aux guerres qui ont ravagé l'ancienne Yougoslavie, à la mutation de la Chine toujours soumise à la dictature communiste et maintenant à l'agonie du *modèle américain* qui fascine Nicolas Sarkozy ;

- il y a la crise mondiale, qui nous frappe cruellement ;

- il y a l'épreuve imposée à d'innombrables salariés pendant « *la crise d'avant la crise* » (1974-2007) et qu'ils ont vécue comme un déni de dignité. Désormais, nous comprenons fort bien ce que disait le jeune Sékou Touré à Georges Balandier : « *Nous souffrons moins de la misère que nous ne souffrons du non-respect de notre dignité* » ;

- il y a ce nouvel âge que notre anthropologue aborde, loin de l'aigreur réactionnaire et de l'optimisme progressiste, avec l'inlassable curiosité qui porte ce grand voyageur vers tout ce qui est en mouvement.

Ce qui ne l'empêche pas de souligner l'importance de l'immémoriel et de reconnaître la part stable qui existe dans nos sociétés - je renvoie aux belles pages sur Oxford, presque hors du temps, qui donne de l'Angleterre une image traditionaliste alors que les Anglais, plus que nous autres, cultivent l'excès et adorent les excentriques. L'Angleterre entre en même temps que ses voisins dans un nouvel âge : pas seulement celui des nouvelles techniques de communication - Internet et le portable - mais les biotechnologies qui branchent du mécanique sur du vivant et ces machines qui permettent des calculs prodigieux mais qui échappent à leurs utilisateurs - ce qui est un des aspects de

la spéculation boursière et de la crise des banques.

Georges Balandier dit avec raison qu'il est urgent d'explorer ces *nouveaux nouveaux mondes* bien qu'ils provoquent en nous le malaise du dépaysement. Ce ne sont pas seulement des *structures* sociales qui sont ébranlées ou qui disparaissent mais notre relation aux autres, aux objets et à la temporalité qui est mise en question. Date de la **rupture globale** ? La fin des années quatre-vingt. « *Alors, tout bascule dans un autre âge. Le vivant n'est plus seulement du pur vivant. L'intelligence est mécanisée, introduite dans les robots, dans des dispositifs digitalisés. Le virtuel bouleverse le statut de l'imaginaire et provoque la naissance des doubles du monde réel (les mondes de second life)...* ».

Vingt ans après cette grande rupture, nous manquons toujours des méthodes et des éléments d'analyse qui nous permettraient de mieux appréhender les nouveaux mondes : « *on reste trop souvent dans la rétrospective, et aussi dans l'exercice de la commémoration, avec une pensée qui fonctionne en employant des équipements du passé, alors qu'il faudrait s'aventurer, considérer ce monde comme un univers d'exploration où il urge de créer, d'inventer des mots nouveaux et des systèmes d'interprétation inédits. Il faut raviver l'audace de l'exploration, ne pas simplement entretenir le désir de la gestion qui maintient et veut sécuriser* ».

Il y aurait beaucoup à dire sur la faillite conjointe des intellectuels médiatiques et de l'actuelle gouvernance. Par exemple, le couple formé par André Glucksmann et Nicolas Sarkozy est moins étrange qu'il n'y paraît : pensons à leurs fantasmes qui datent des premières années de la guerre froide, ruée des chars russes sur l'Europe chez le premier, culte de la *belle* (voiture) américaine chez le second (3).

Les mimiques malruciennes et les rêveries en technicolor prêteraient à rire si le jeu poli-



tique n'était pas bloqué, dans la *famille occidentale* comme dans maints pays d'Orient, par les oligarchies et divers types de dictature. Face aux gestionnaires du pouvoir, habiles à neutraliser les différentes formes de la contestation politique, il ne reste plus que le recours à une contestation de type religieux qui conduit à ce que Georges Balandier appelle **la violence sacrale**.

Ce retour du religieux comme expression d'un désir de transcendance récupéré par des extrémistes, laisse entière la question du politique, décisive pour Georges Balandier qui s'inquiète du vide créé par les gestionnaires et les systèmes-experts. « *Où est la grandeur du politique, où est sa force, sa capacité de projection dans un avenir moins mal défini, désiré, débattu, contesté aussi ? Sans une telle projection, il n'y aurait ni projet (évidemment), ni capacité mobilisatrice suffisante. Et tout cela, au moment même où le chaos économico-financier parvient à l'extension planétaire* ». Ce n'est pas lui qui se laissera prendre aux caricatures offertes sur le marché et revendues par divers polémistes. Avis aux journalistes de *Marianne*, qui dénoncent la *monarchie* de Nicolas I^{er} : « *Ce que nous apprend l'anthropologie historique et politique conduit à reconnaître dans les manières*

politiques d'aujourd'hui une sorte de jeu des apparences, où l'on devient davantage star que potentiel souverain, monarque ».

Accord sur l'essentiel, qui n'exclut pas quelques divergences dans les observations. A la différence de Georges Balandier, je crois que les Aristote et les Montesquieu du nouvel âge sont bel et bien parmi nous et que de grandes œuvres sont en voie de construction. Mais les oligarques et les journalistes s'en moquent : il y a une haine croissante de la pensée, masquée par les révérences faites aux grandes figures du passé.

Par ailleurs, j'apprécie la subtilité de sa distinction entre l'ancien *individualisme des choix* et cet *individualisme des circonstances* qui caractérisait notre époque. Il me semble que d'innombrables Français se redécouvrent citoyens d'une nation (depuis le référendum de 2005) et qu'ils rêvent d'une action collective fortement empêchée par des directions partisans et syndicales qui sont incapables, après les grandes remises en cause du siècle dernier, de proposer de nouveaux projets. Écoutons la rue : « *Tous ensemble !* » « *Solidaires !* » Et ce mot d'ordre, « *Rêve générale* », paru depuis peu...

Mais il est possible que je prenne nos rêves pour des

réalités. Cela ne me gêne pas, au contraire : le propre du militant politique, c'est de faire apparaître au terme de son combat une nouvelle réalité - qui n'est pas souvent celle qu'il a souhaitée. Il agit dans l'immédiat, pour réaliser aussi vite que possible son objectif. Mais au fil de son engagement il lui faut se mettre régulièrement à distance, prendre de la hauteur en compagnie des anthropologues et autres penseurs de la société passée et à venir. C'est à cette condition qu'un engagement peut demeurer à tous égards sensé.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Georges Balandier - « *Le dépaysement contemporain, L'immédiat et l'essentiel* », entretiens avec Joël Birman & Claudine Haroche, PUF, 2009, prix [Achat immédiat](#) | franco : 21,50 €.

📖 (2) Cf. « *Le grand dérangement* », PUF, 2005, prix [Achat immédiat](#) | : 16 €.

📖 (3) Décoré de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy le 15 avril dernier, André Glucksmann a selon *Le Monde* du 17 avril, remercié le supposé président en ces termes : « *Peut-être que la seule chose qui restera de l'Europe (sous présidence française) est que tu aies réussi à arrêter le déferlement des chars russes.* » - en Géorgie, où la contre-attaque russe avait des objectifs limités (cf. *Royaliste* n°932, page 2, « *Osséti du Sud - Vérités et mensonges* »).

Médium

Criminologie

Intendue, stimulante, la discrète revue (1) dont Régis Debray est le directeur ne déçoit pas. Butinons presque au hasard en regrettant de ne pouvoir nous attarder sur l'éloge du rasoir par Robert Damien ou de s'extasier sur l'invention virtuelle du téléphonescope par le désormais célèbre Albert Robida (1848-1926), pionnier de la médiologie.

Parmi les oubliés qui furent célèbres en leur temps et qui sont aujourd'hui des classiques négligés (en France, du moins) il y a Anatole France : Michel Leroux incite à une relecture des *Dieux ont soif* – non pour accabler la Révolution française mais parce que nous ne sommes toujours pas à l'abri de certaines ivresses.

Retenons une bonne analyse des séries télévisées américaines et une juste comparaison entre *Friends* et *Plus belle la vie* qui expriment toutes deux le passage de l'individualisme de la fin du siècle dernier aux communautés de quartier – Greenwich Village et le quartier du Mistral à Marseille.

Régis Debray, quant à lui, s'interroge sur le théâtre, qui est aujourd'hui comme déclassé par le public, désinvesti par les écrivains mais qui ne disparaîtra pas de sitôt. C'est que le théâtre n'est pas un spectacle : « *ce qui est en jeu dans la situation faite au théâtre, c'est la place du symbolique dans la vie, et qui fait de la scène un « lieu métaphysique», celui du passage de la nature à la culture* ». Pauvre de moyens, il est toujours riche de possibilités...

Jacques BLANGY

(1) *Revue Médium*, n° 19, avril-mai-juin 2009 – 16 €.

De l'Indochine à nos banlieues : transmutation de la doctrine de la guerre révolutionnaire en prolégomènes de la lutte urbaine.

L'originalité du travail de Mathieu Rigouste (1) est d'avoir eu accès aux archives des sessions de l'*Institut des Hautes Études de la Défense Nationale* (IHEDN) qui regroupent chaque année une centaine de cadres supérieurs de notre pays, pour un tiers issus du secteur privé et de la société civile, un tiers de hauts fonctionnaires et un tiers de militaires, autour de conférences et ateliers deux jours par semaine durant huit mois. L'auteur a également eu recours aux collections des différentes revues consacrées à la Défense nationale.

Il s'efforce de suivre le fil rouge des doctrines anti-subversives ou contre-insurrectionnelles élaborées d'abord face aux guérillas de la décolonisation, brutalement désavouées après la guerre d'Algérie avant d'être exhumées timidement en 1968, puis dans les années 80 contre l'immigration, enfin depuis la première guerre du Golfe en 1991 contre les jeunes musulmans des banlieues. Les attentats du 11 septembre 2001 suivis des guerres d'Afghanistan et d'Irak auraient redonné à ces doctrines leurs lettres de créance, revenues chez nous avec le label du haut commandement américain. Galula n'était pas un phénomène isolé (2).

C'est une histoire des représentations, des menaces objectives mais aussi de nos

peurs collectives. On reprochera à l'auteur de se prendre au jeu. Par médias interposés, et leurs experts sécuritaires consacrés, par les enseignements prodigués dans les écoles militaires, par les carrières individuelles, la tentation est grande de systématiser. La vertu pédagogique de l'ouvrage est de mettre en garde contre les risques potentiels de telle ou telle attitude ou analyse.

Les frontières entre guerre et paix, entre civil et militaire, entre police et armée, entre intérieur et extérieur peuvent parfois être brouillées, comme dans le plan Vigipirate. Les difficultés de coordination des services, des agences, des armes, comme aux États-Unis dans la responsabilité des failles de la sécurité le 11 septembre, montrent suffisamment que nous sommes loin du compte. Essayer de faire travailler les gens ensemble ne veut pas dire que les uns et les autres ne connaissent plus leurs limites et, de manière générale, les règlements et l'État de droit qui les régit.

L'ouvrage nous interpelle néanmoins sous deux aspects : c'est, dans le début des années 60, la doctrine Ailleret de la stratégie nucléaire tous azimuts qui avait débarrassé la pensée militaire des miasmes de la guerre révolutionnaire. Que devient celle-ci et qu'est-ce qui en prend la place ? L'anti-terrorisme prolifère sur un vide à combler d'urgence par de nouvelles théories de la guerre.

Le regard sécuritaire porté sur la société nationale, lui aussi, prospère faute de mieux : la logique de l'« *ethnisation de la menace et la division racialisée de la société* », c'est elle qui doit être combattue, née de toutes nos forces, et non ses conséquences au niveau du maintien de l'ordre public et a fortiori de la guerre.

Y. L. M.

(1) Mathieu Rigouste – « *L'ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine* », La Découverte, 2009, prix franco : 22,50 €. [Achat immédiat](#)

(2) David Galula – « *Contre-insurrection, théorie et pratique* », Economica, 2008, prix franco : 19 €. Voir notre compte-rendu dans *Royaliste* n°937. [Achat immédiat](#)

Philippe Bartherotte La tentation d'une île

Derrière les caméras de la télé réalité

Quand un journaliste ose briser la loi du silence...

prix franco 20 €

[Achat immédiat](#)

Mauriac révélé ?

Ce n'est sûrement pas à cause de la polémique déclenchée par le livre de Jean-Luc Barré à propos de l'homosexualité de François Mauriac que je tenais à lire au plus vite cette biographie *intime*. C'est en raison d'une très ancienne connivence avec un grand écrivain dont les contradictions, intellectuelles et affectives, m'ont toujours passionné. Je ne sous-estime évidemment pas le débat intérieur d'un homme d'une sensibilité extrême, rompu par le combat paulinien entre la Chair et l'Esprit, assujéti à une éducation janséniste qui lui donne en même temps un instinct manichéen de la pureté et un trouble non maîtrisable face à la sexualité. Je crains, toutefois, que le débat sur son penchant homosexuel ne soit récupéré par une culture qui n'a jamais été la sienne et dont il aurait eu une souveraine horreur. Quoiqu'il en soit, il faut prendre Mauriac tel qu'il fut, dans sa complexité irréductible, égale à sa subtilité, foncièrement inhabile aux simplifications idéologiques. De ce point de vue, je serais tenté de faire un unique reproche à Jean-Luc Barré : il est périlleux et inutile de se faire juge d'un bon Mauriac, rebelle, réfractaire, insurgé, face à un mauvais Mauriac réactionnaire et conformiste. L'auteur des *Mémoires intérieurs* n'aurait pas été lui-même, s'il n'avait été perpétuellement son contraire, oscillant d'une position à l'autre, d'un jugement à l'autre dans une égale fidélité à son identité en acte.

Ce perpétuel oscillement trouve une explication dans la formation du jeune homme, qui dès le point de départ est engagé dans les divisions du catholicisme. Divisions qui le traversent lui-même comme elles partagent sa famille, son frère Jean, l'abbé, fervent de Marc Sangnier, et son frère Pierre, le médecin acquis à l'*Action française*. A priori, François, serait plutôt du côté du Sillon auquel, d'ailleurs, il adhérerait, mais non sans s'en distinguer très vite et non sans férocité. Par ailleurs, il est lecteur passionné du quotidien de Maurras. Dans un de ses blocs notes d'après-guerre, faisant le bilan de cette période, il glorifie Sangnier, tout en rappelant que « *tous les prestiges de l'esprit* » étaient du côté de l'A. F ! Avec Mauriac, il faut toujours s'attendre à la surprise. Bernanos le brocardait en *démocrate chrétien* et certes, il y avait plus que des connivences entre l'ancien collaborateur de *Sept* et de *Temps présent* avec la famille politique de Georges Bidault. Mais si l'on étudie de près la dialectique de l'inflexible défenseur du gaullisme d'après 1958, on s'aperçoit qu'elle est souvent l'héritière de Bainville. Ainsi de l'ancien camelot du roi et de l'ancien sillonniste, c'est en définitive le second qui aura été le plus profondément marqué par l'influence maurrassienne. Cela n'empêche pas les ruptures, les engagements qui éloignent le disciple de Maurice Barrès de la presse de droite auquel il a si longtemps collaboré.

Jean-Luc Barré marque avec raison la césure de la guerre civile espagnole, où Mauriac rejoindra Maritain (et Bernanos évidemment !), à l'encontre de sa plus grande admiration littéraire, Paul Claudel demeuré irréductiblement franquiste en dépit des scandales dont Guernica fut l'exemple le plus célèbre. Nous sommes à la veille du second conflit mondial.

par Gérard Leclerc



Ce premier tome s'arrête à l'évocation de la défaite de l'armée française et de l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain, saluée par l'écrivain avec reconnaissance. Pourtant, quelques semaines plus tard, Mauriac va se retrouver naturellement, du côté de la Résistance. Jean-Luc Barré souligne la cohérence de ce choix avec le tempérament rebelle de celui qui s'est toujours trouvé en marge de son propre milieu. Sans doute, a-t-il en partie raison, mais il y aurait lieu d'y regarder à deux fois dans l'emploi de telles formules, qui peuvent se révéler lourdes d'ambiguïtés.

Est-il possible d'établir un parallèle vraiment cohérent entre les engagements politiques de Mauriac et ses débats religieux et moraux, tels qu'il les a livrés dans ses romans et ses essais littéraires ? Bien sûr, on ne peut faire abstraction d'un caractère qui s'affirme, ici et là, avec la même indépendance et parfois la même volonté de provoquer la bien-pensance. Mais il faut faire très attention de ne pas confondre les plans, car on risquerait, selon moi, de graves malentendus. Le Mauriac qui s'engage dans la Résistance ne saurait être mis sur le même pied que le romancier ambigu, qui n'hésite pas à exposer, même si c'est au moyen de suggestions et d'ellipses, les aspects les plus sulfureux de la transgression. Avec Thérèse Desqueyroux, le romancier a fait surgir une sorte de monstre féminin, avec qui il n'a que l'empathie de l'abîme de l'âme humaine. C'est sans doute singulier de la part d'un écrivain catholique. Mais après tout, Dostoïevski et Bernanos avaient aussi leur enfer romanesque. Avec cette différence toutefois qu'ils étaient délibérément du côté de la grâce et du salut. Mauriac ne sort pas Thérèse de son abîme, il l'entoure d'une trouble complicité. Beaucoup plus tard, il pourra s'étonner de « *ce quelqu'un d'autre que j'ai été et que je ne suis plus* », avouant que son héroïne « *devait être une image brouillée de mes propres complications.* »

Jean-Luc Barré nous ouvre entièrement le dossier mauriacien de l'entre-deux guerres, celui qui met en tension certains de ses penchants personnels, son attirance pour Proust et Gide, son instinct littéraire qui le porte à ne rien cacher de la nature humaine jusqu'en ses recoins les moins avouables et, pour attiser le tout, sa sensibilité religieuse qui le met tantôt dans l'effroi de tant de périls, tantôt dans la complicité de tant d'interdits. N'est-ce pas ce païen d'Anatole France qui pensait que le christianisme avait contribué à donner plus d'attrait à la chair en y désignant la demeure du péché ? Mauriac en a peut-être été plus persuadé que quiconque. N'empêche qu'il s'est sorti par le haut de cette fascination, à travers l'expérience d'une vraie conversion et l'exercice d'une lucidité supérieure. Celle qui l'apparente de si près à Jean Racine. Barré souligne à juste titre que l'éducation du romancier rejoignait celle de Port Royal, avec « *une sorte de terreur familiale, en présence d'un Dieu dont le regard épie jusqu'à nos songes* ». D'où la révolte commune à nos jansénistes, leur exploration de la passion dévorante, et finalement leur sortie de crise avec les retrouvailles d'un Dieu, qui s'impose avec autant de force que dans la nuit de feu de Pascal.

C'est donc Mauriac dans l'amplitude totale de sa vie que nous sommes invités à suivre et à comprendre. Mais en étant avertis que les révélations les plus franches des secrets cachés ne conduisent qu'à mieux pénétrer un mystère bien supérieur au tas misérable de tous les aveux.

■ Jean-Luc Barré - « *François Mauriac – Biographie intime 1885-1940* », Fayard, prix franco : 28,50 €.

Achat immédiat

Et Bainville devint royaliste...

Signe de l'intérêt de ses écrits, les livres de l'historien et académicien Jacques Bainville (1879-1936) sont de nouveau réédités en poche.

Ce fut le cas de son *Histoire de France* (1) et c'est maintenant au tour de sa biographie de *Louis II de Bavière* (2). Un ouvrage remarquable dont la profondeur d'analyse surprend chez un historien de 20 ans, puisque ce livre est paru originellement en 1900 chez Perrin. Cette étude est le fruit d'une première rencontre avec l'Allemagne, d'un voyage effectué à Munich à l'été 1898 par un jeune étudiant parisien, lecteur de Heine et de Nietzsche, mais qui goûtait peu l'Histoire au collège. C'est l'observation de l'Allemagne qui convertit Jacques Bainville aux vertus de la monarchie.

Comme le dit Dominique Decherf dans sa préface, Jacques Bainville avait compris avant Raymond Aron que « *L'Allemagne est notre destin* ». C'est tout le thème de son *Histoire de deux peuples*. Pour bien comprendre l'Histoire de France, nous dit Bainville, il faut interroger l'histoire de ses relations avec l'Allemagne depuis les Carolingiens.

Derrière la figure du roi Louis II (1845-1886), héritier

de la dynastie des Wittelsbach, c'est moins la culture allemande du temps qui fascine Bainville, que les rapports entre la Bavière et la Prusse durant les vingt-deux années de règne du *roi fou*. De la prise des duchés danois en 1864 à la guerre franco-prussienne de 1870, et en passant bien entendu par la guerre contre l'Autriche de 1866 et la bataille de Sadowa, ces trois coups de maître du chancelier Bismarck, c'est toute l'Histoire de l'Europe jusqu'en 1940 qui s'annonce. Le règne agité de Louis II de Bavière est l'un des feux de l'esprit du traité de Westphalie (héritage de la sagesse de Richelieu), de la résistance à la toute puissance du *Reich*, même si à partir de 1871, la Bavière ne peut plus tenir tête à une Prusse conquérante et se voit forcée d'accepter la tutelle d'un nouvel empire, celui qui fut proclamé dans la Galerie des glaces du château de Versailles.

Avec cet ouvrage sur Louis II de Bavière, c'est le Bainville psychologue, celui qui tracera le remarquable portrait du jeune adolescent Bonaparte dans son *Napoléon*, qui se révèle.

Jérôme BESNARD

📖 (1) Jacques Bainville - « *Histoire de France* », Éd. Tallandier, 2007, collection Texto, 570 p., prix franco : 14,50 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Jacques Bainville - « *Louis II de Bavière* », préface de Dominique Decherf, Bartillat, collection Omnia, 316 p., prix franco : 13,50 €. ➔ [Achat immédiat](#)

L'entrée de la Russie dans le monde

La Russie compte beaucoup de figures historiques de premier plan mais Alexandre I^{er} (1777-1825, dit-on) a été le premier Russe à peser sur l'histoire du monde.

Enfant modèle de l'éducation des Lumières, à la russe... C'est la première caractéristique du petit-fils chéri de Catherine II la Grande. Élevé par sa grand-mère selon les préceptes alors en vigueur du despotisme éclairé, on ne peut pas dire que l'éducation du futur tsar ait été négligée. Catherine y a veillé et a tout fait pour préparer *Monsieur Alexandre* à sa future tâche.

Faisant fi des règles de succession, la tsarine aurait bien voulu qu'il lui succédât directement, elle n'eut pas le temps de mener son projet à exécution et c'est sans doute là que se noue le drame de la vie d'Alexandre. Entraîné ou au moins ayant laissé faire le coup d'État contre Paul I^{er}, jamais il ne put se remettre du rôle qu'il y jouât même s'il était opposé au principe de la fin brutale mais pourtant inéluctable de son père.

L'apport de ce livre nouveau de Marie-Pierre Rey est là. Ce lourd travail d'archives souvent délaissées donne un résultat intéressant. La psychologie d'un autocrate est toujours essentielle et c'est ce biais qu'a choisi l'auteur pour expliquer ce personnage essentiel. Libéral tant de formation que de tempérament, Alexandre voulait s'attaquer aux vices séculaires d'un État qui n'arrivait pas à rejoindre le mouvement de progrès qui transformait l'Europe. Un homme seul ne peut jamais grand chose et les plans savamment échafaudés par le Tsar et ses amis ne reçurent

qu'un tout petit commencement d'exécution.

La grande affaire du règne n'est pourtant pas là. L'apport essentiel d'Alexandre est d'avoir fait de la Russie une puissance avec laquelle il fallait désormais compter. D'abord entraîné par ses alliances dans la guerre contre la France, le jeune tsar fut ensuite allié de Napoléon avant que ce dernier ne finisse par s'en faire un ennemi irréductible. C'est l'immensité et l'hiver russes qui ont vaincu Napoléon mais c'est le tsar qui fut à la manœuvre. La chute de l'Empire français ravissait beaucoup plus le libéral que le retour des Bourbons qu'il aurait aimé empêcher avant que de s'y résoudre.

La seconde partie de sa vie est plus délicate. Profondément religieux, mystique plus certainement encore, cet homme ne sut jamais gérer sa culpabilité dans les événements qui menèrent à son accession au trône. Profondément déstabilisé, Alexandre chercha dans la religion le moyen de se sauver, au point de délaissier ses charges et de confier de hautes responsabilités à des conseillers souvent désastreux pour la Russie et son devenir.

Homme mystérieux, sa fin reste énigmatique : fausse mort ou vraie fuite ?

Pascal BEAUCHER

📖 Marie-Pierre Rey - « *Alexandre I^{er}* », Flammarion, Grandes Biographies, prix franco : 28 €. ➔ [Achat immédiat](#)

**Avez-vous
pensé à la
souscription ?**

Souscription

« Sage est l'homme qui, ayant deux pains, en vend un pour acheter un lys »

(proverbe chinois)

Ouf ! Nos amis ont commencé à réagir comme le montre la liste que nous publions ci-dessous. Nous avons maintenant dépassé la moitié de ce qui nous est nécessaire pour pouvoir continuer à assurer la publication régulière de *Royaliste* ainsi que nos autres activités. Je voudrais citer ici la lettre d'un lecteur de Castres : « *Je ne suis pas royaliste, vous le savez, mais j'apprécie dans votre journal la rigueur des positions, la pertinence des analyses, l'absence de dogmatisme. Si vous cessiez d'exister cela ferait un vide dans l'éventail maigrelet d'une presse d'opinion digne d'intérêt* ». Rien à ajouter à ces compliments si ce n'est l'impérieuse nécessité pour nous de continuer à pouvoir susciter de tels témoignages. Ceci a un coût : atteindre notre objectif de 15 000 euros d'ici fin juillet. Ce n'est certes pas gagné, mais nombreux sont encore nos lecteurs qui n'ont pas réagi. Je compte absolument sur eux...

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

A.B. (Hérault) 20 € - Pierre Beauvais 20 € - Gérard Bellebeau 35 € - Jacques Berbineau 100 € - Luc Beyer de Ryke et Françoise 20 € - Gérard Bonhomme 20 € - J.L.B. (Hauts-de-Seine) 50 € - Philippe Brebion 100 € - Gisèle Brodud-Yviquel 20 € - Serge Cattet 20 € - P.C. (Puy-de-Dôme) 50 € - Michel Charlier 15 € - Florence et Gilles Chopard 74 € - Marcel Conche 100 € - André de Crux 20 € - Christian Darlot 33 € - Jean-Pierre Dauvillier 10 € - Philippe Dechartre 100 € - Philippe Delorme 100 € - J.M.D. (Hauts-de-Seine) 50 € - Véronique et Fabien Desmeaux 25 € - Jean-Louis Dhorne 15 € - Jean-Paul Dollé 50 € - Anicet Le Pors 100 € - Jean Grimaldi d'Esdra 260 € - François Francart 100 € - Frob 50 € - André Gallière 30 € - Véronique Hallereau 20 € - Isabelle Houdart 150 € - Alain Jouffroy 20 € - Jacques Lambalais 5 € - Alexandra Lavaut 20 € - Renée Lavaut 30 € - Pierre Le Chevalier 50 € - Anicet Le Pors 100 € - Guy Leclerc-Gayrau 15 € - Guy Leres 200 € - Gabriel Matzneff 50 € - Christian Merveilleux 50 € - Christian Mory 100 € - Philippe Parisy 13 € - Etienne Parize 20 € - Noël Pecout 20 € - Olivier-Henri Pfister 30 € - Angèle de Radkowski 20 € - A.R. (Nord) 10 € - Aimé Richardt 300 € - Jacqueline de Roux 30 € - Jean Roy de Fraroz 10 € - Renaud Rumin 30 € - Bernard Sonck 100 € - Grégory Thomas 20 € - Laurent Veyrenc 30 € - Paul Vincent 100 € - Benoît Wollseifen 100 €.

Total de cette liste : 3 160,00 €

Total précédent : 4 391,16 €

Total général : 7 521,16 €

Faire un don

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 3 juin** - Dans la réflexion politique sur l'Europe, on oublie généralement les rois et les reines. Sans doute parce qu'ils font partie du paysage... Peut-être aussi parce qu'on croit, en France tout particulièrement, que la place médiatique des familles royales se trouve dans la chronique mondaine alors que leur rôle politique est manifeste. Un regard plus attentif montre que les monarchies, qui sont rarement à la mode, ne se démodent pas. Écrivain, scénariste de BD, chroniqueur royal pour la télévision et la radio belge (RTBF) et pour le magazine *Femmes d'aujourd'hui*, **Patrick WEBER** a consacré de nombreux ouvrages aux monarchies. Le dernier qu'il a publié et qu'il viendra nous présenter s'intitule simplement *Vive les Rois !* Ce n'est pas le cri d'un nostalgique ou d'un réactionnaire mais une présentation des atouts des royautés en Europe et dans le monde. Sa conférence sera pour nous l'occasion de débattre de la place de la monarchie dans l'imaginaire national et du rôle politique que la royauté à nouveau instaurée pourrait jouer dans notre pays.

● **Mercredi 10 juin** - Diplômé de l'Institut d'Études politiques

de Paris et docteur en histoire de l'Université de Cambridge, **David TODD** est *research fellow* au *Centre for History and Economics* et au collège de *Trinity Hall* à Cambridge. L'ouvrage qu'il a publié et dont *Royaliste* n° 943 a rendu compte rétablit une vérité historique que les responsables politiques ignorent et que les économistes ultra-libéraux cachent aux Français : au fil de vifs débats, notre pays a acquis au XIX^e siècle une solide culture protectionniste qui est en pleine cohérence avec l'appartenance à la nation française et avec l'adhésion aux valeurs démocratiques. Telle est « *L'identité économique de la France* » dont David Todd explicite les principaux éléments constitutifs : égalité entre les producteurs, solidarité face à la concurrence internationale, rejet du système ultra-libéral. Ce modèle national, égalitaire et protecteur est-il encore pertinent ?

● **Mercredi 17 juin** - Invité régulier de nos réunions, **Philippe DELORME** est journaliste et historien spécialisé dans les dynasties royales. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, promoteur des recherches génétiques qui ont permis de résoudre l'énigme de Louis XVII, notre ami vient de publier le *Journal du comte de Chambord*. Ce journal intime, que l'on croyait détruit et que Philippe Delorme a retrouvé dans des archives privées, constitue un témoignage capital sur une histoire politique riche en bouleversements : révolution de 1848, second Empire, guerre franco-allemande, tentatives de restauration. Voici « *Le comte de Chambord, témoin et acteur de son temps* » : l'homme saisi dans son intimité, avec ses certitudes et cette obstination qui a empêché que se renoue l'alliance entre le dernier représentant de la branche aînée et la nation.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Un vote d'attente

La Nouvelle Action royaliste constate l'échec de la « gouvernance » européenne : elle nie totalement la volonté exprimée en France, en Hollande et en Irlande par des peuples qui ont souverainement rejeté les récents projets de traités européens, effectivement inacceptables quant à leurs principes ultra-libéraux et quant à leurs structures non-démocratiques ; elle continue de s'inscrire dans l'atlantisme au point d'oublier son moralisme lorsque les États-Unis violent les droits de l'homme par le recours systématique à la torture et commettent des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan ; elle est incapable de protéger les nations et les citoyens de l'Union européenne des conséquences violentes de la crise économique et financière.

Hostile au nationalisme, la Nouvelle Action royaliste souhaite la refondation de l'Union européenne sous la forme d'une confédération de tous les États du continent.

Il s'agit d'assurer la sécurité collective hors de l'Otan dont la Nouvelle Action royaliste souhaite la disparition : celle-ci sera considérablement hâtée quand la France, retrouvant sa tradition multiséculaire d'indépendance, décidera de quitter définitivement l'organisation militaire dirigée par les Américains.

Il faut mettre en œuvre des plans de développement concertés sur des objectifs d'intérêt commun (recherche, transports, énergie) afin d'assurer la pros-

périté de l'ensemble du continent et des pays qui sont associés à chacune de ses nations.

Dés à présent, ce projet à long terme peut être esquissé par des décisions concrètes qui permettront de lutter efficacement contre la crise : politique de protection souple de l'Union européenne, réforme radicale des statuts de la Banque centrale européenne et du système monétaire de la zone euro, abandon de l'idéologie de la concurrence et des pratiques destructrices qui s'en inspirent, programme concerté de relance industrielle, relance de la Politique agricole commune dans un souci de protection des agricultures nationales et des agriculteurs.

La Nouvelle Action royaliste souhaite que la France donne l'exemple d'une politique de redressement national par voie de nationalisation des secteurs-clés, à commencer par le crédit, et par la hausse massive des salaires. Dans le cadre d'un protectionnisme européen et d'un contrôle de la circulation des capitaux dont le gouvernement français devrait indiquer les modalités, la nationalisation des établissements de crédit permettra l'assainissement du secteur et des rapports avec une clientèle aujourd'hui surexploitée ; la nationalisation des secteurs-clés de l'industrie assurera la relance de la politique industrielle ; la hausse massive des salaires moyens et modestes développera la demande globale de biens et de services produits dans les na-

tions de l'Union européenne et des pays avec lesquelles elle aura choisi de commercer.

C'est selon ces projets à court et à long terme que la Nouvelle Action royaliste se prononce quant aux listes en compétition pour les élections européennes.

Elle rejette totalement les listes de droite, de gauche et du centre, animées par les partisans du « Oui », battus en 2005 et qui acceptent ou se résignent au déni de démocratie représentée par le traité de Lisbonne, copie du « traité constitutionnel » rejeté par le peuple français.

Elle regrette de ne pouvoir soutenir l'une ou l'autre des listes qui s'opposent aux oligarques ultra-libéraux et sociolibéraux, faute d'y retrouver l'ensemble des principes qu'il est indispensable de promouvoir : projet à long terme d'organisation confédérale du continent européen avec pleine participation de la Russie et de la Turquie, exigence immédiate de protection économique et financière de l'Union, réaffirmation du rôle décisif des États nationaux et, dans le domaine de l'action militante, appel au rassemblement de tous les citoyens qui veulent tout à la fois une politique nationale de redressement et une refondation de l'Europe.

C'est pour hâter cette prise de conscience qu'elle refuse de prendre part, dans la conjoncture électorale présente, aux jeux partisans. Elle regrette d'avoir à se prononcer pour le vote blanc – vote d'attente et non d'indifférence.

**LE COMITÉ DIRECTEUR
DE LA NOUVELLE
ACTION ROYALISTE**